

Curriculum Vitae

Rafic Hariri

L'ancien Président du Conseil des Ministres M. Rafic Hariri a présidé cinq gouvernements libanais depuis 1992. Il a dirigé, une décennie durant, la reconstruction économique et matérielle d'un Liban déchiré par la guerre. Un tel travail n'avait jamais été accompli en un temps aussi limité et dans des conditions pareilles. Le gouvernement actuel a été formé par le Premier Ministre Hariri le 17 avril 2003, après avoir obtenu l'appui de 93 membres du Parlement libanais qui compte 128 sièges.



M. Hariri est né en 1944 à Sidon, au Liban. Il est le fils de deux parents dévoués et dédiés à leurs trois enfants, Rafic, Chafic et Bahia. Il a étudié dans les écoles primaires et secondaires de Sidon, et a poursuivi ses études universitaires à l'Université Arabe de Beyrouth, se spécialisant dans les sciences commerciales. En 1965, il s'est rendu en Arabie Saoudite en quête de meilleures conditions, travaillant d'abord dans l'enseignement scolaire et la comptabilité avant de commencer sa propre carrière dans les affaires. Cette carrière devait le mener très loin grâce à son engagement, sa persévérance, et son éthique professionnelle. Il a réussi à édifier un hôtel à Taëf en Arabie Saoudite en l'espace de six mois, une tâche quasi-impossible. Là il a épousé Mme Nazek Audeh. Ils sont les heureux parents de sept enfants et sept petits-enfants.

M. Rafic Hariri est un philanthrope, un self-made man. Il a édifié sa carrière seul, grâce à sa réputation d'homme honnête et crédible et de partenaire digne de confiance dans toutes ses activités. Il considère que la confiance doit être à la base de toutes les relations humaines, personnelles et officielles. Il est réputé pour son efficacité et son dévouement au travail et à toute cause qu'il défend. Preuve en est sa montée en flèche en Arabie Saoudite.

L'engagement de M. Hariri dans la vie politique et économique de son pays a précédé son accession à la présidence du Conseil des Ministres. En tant qu'homme d'affaires libanais résidant en Arabie Saoudite, M. Hariri était concerné par la guerre civile au Liban. Aussi a-t-il joué, dans les coulisses, le rôle de médiateur, conseiller et promoteur de l'arrêt des combats et des accords visant à mettre fin à la guerre. M. Hariri a consacré son temps et ses contacts à l'instauration de la paix dans son pays déchiré par la guerre. En 1982, par exemple, suite à l'invasion israélienne, sa compagnie, OGER Liban, s'est activement investie dans le déblaiement des débris des bâtiments, l'ouverture des routes et des avenues couvertes par les barricades et les sacs de sable, pavant la voie à la reprise de la vie normale dans la capitale libanaise.

En 1984, M. Hariri a participé aux Conférences de Genève et de Lausanne, visant à instaurer la réconciliation politique au Liban. Il a également pris part aux initiatives visant à mettre fin à la guerre.

En 1989, M. Hariri a été l'homme derrière l'Accord de Taëf qui a mis un terme à la guerre civile et lancé le projet de d'amendement de la Constitution. Ce nouvel accord était le contrat politique qui a jeté les bases de l'entente nationale qui imprègne toujours la vie politique au Liban.

LES ANNEES A LA PRESIDENCE DU CONSEIL

En 1992, M. Hariri est rentré au Liban pour accéder au pouvoir en sa qualité de Premier ministre, après avoir vécu et travaillé 28 ans en Arabie Saoudite. Il a formé son premier gouvernement le 22 octobre 1992. M. Hariri a assumé la responsabilité de gouverner un pays sortant de 17 ans de guerre civile avec toutes les séquelles de ce conflit : lourds dégâts matériels, économie en lambeaux et divisions politiques.

En tant que Président du Conseil des Ministres, M. Hariri a relevé le défi. Aussi a-t-il déclenché la période d'après-guerre par un effort soutenu de reconstruction qui a transformé le Liban, en moins de six ans, d'un pays déchiré par les combats en un vaste chantier de reconstruction sur le plan local et en un acteur respecté sur la scène internationale. M. Hariri a considéré que tout était une priorité, en réponse à la question par quoi commencer les travaux de reconstruction : les écoles, les hôpitaux, l'infrastructure ou l'économie ?

Les priorités du gouvernement se sont axées, au cours de cette même période, sur la stabilisation de la livre libanaise et la réhabilitation de l'infrastructure en restaurant les services de base, à savoir l'eau, l'électricité, la téléphonie et en débarrassant le pays de tous les débris de la guerre. L'ancien Président du Conseil des Ministres a également accordé une attention particulière aux problèmes sociaux, éducatifs et sanitaires causés par la guerre.

En avril 1993, M. Hariri a créé le Ministère des Déplacés afin d'aider les milliers d'habitants, qui avaient dû quitter leurs domiciles durant la guerre, à retourner à leurs foyers. Au cours de cette même année (le 25 juillet 1993), Israël a lancé une campagne de bombardements de sept jours contre le Liban et la population civile libanaise. M. Hariri a convoqué une réunion arabe d'urgence, qui s'est tenue à Damas et a assuré le soutien arabe au Liban.

En dépit de ces événements, M. Hariri a lancé, en mai 1994, le projet de reconstruction du centre-ville de Beyrouth, détruit pendant la guerre. A l'époque, il pensait, comme il le pense toujours d'ailleurs, que la reconstruction du cœur battant de Beyrouth raviverait tout le Liban. Il s'est avéré qu'il avait raison. Le cœur de Beyrouth est aujourd'hui le lieu de rencontre de tous les Libanais, voire de tous les Arabes et étrangers qui affluent par milliers pour savourer les plaisirs qu'offre Beyrouth. Parmi tous les projets de reconstruction entrepris par son gouvernement et ceux qu'il a personnellement effectués avant même son arrivée au pouvoir, la reconstruction du centre-ville est de loin celui qui lui tient le plus à cœur et qu'il a entamé longtemps avant son accession au pouvoir. Le processus de reconstruction a été entrepris sous l'occupation israélienne constante du Liban-Sud et sous la menace des attaques israéliennes contre l'infrastructure libanaise, en particulier l'électricité.

En mai 1995, M. Hariri a formé son deuxième gouvernement, qui a poursuivi le processus de reconstruction.

Au printemps de 1996, Israël a lancé une attaque contre le Liban, laissant dans son sillage plus de cent morts parmi les civils libanais au siège des Nations Unies dans la région de Qana au Liban-Sud. Israël a baptisé son opération d'agression « Les raisins de la colère ». Le Premier ministre Hariri a lancé une riposte diplomatique en vue de mettre fin à l'agression israélienne. Ses efforts ont réussi à attirer l'attention du monde sur l'occupation israélienne du Liban-Sud, culminant à un accord de cessez-le-feu baptisé « Les accords d'avril », forçant Israël à accepter, pour la première fois, de garder la population civile hors de la confrontation militaire au Liban-Sud. Les parties aux accords d'avril ont formé un groupe de surveillance pour assurer le respect du cessez-le-feu, s'accordant sur un calendrier destiné à fournir l'assistance à la reconstruction du Liban. Dès lors, la situation générale s'est stabilisée et le pays a enregistré des signes positifs de croissance.

Les élections parlementaires du 1er septembre 1996 ont porté M. Hariri ainsi que treize membres de sa liste électorale au Parlement, où il a formé son premier bloc parlementaire. Le 25 novembre 1996, M. Hariri a été appelé à former son troisième gouvernement consécutif. Au cours de l'été 1998 et sous ce gouvernement, le Liban a organisé les premières élections municipales depuis 1963. Le gouvernement a inauguré le nouvel Aéroport International de Beyrouth, mettant fin à l'isolation internationale du pays par la levée des restrictions sur le voyage des Américains au Liban.

Le 23 octobre 2000, M. Hariri a été désigné pour former son quatrième cabinet, après que son bloc parlementaire avait gagné 100% du vote à Beyrouth, le 3 septembre 2000. Il a obtenu l'appui de 106 des 128 membres du Parlement pour former un gouvernement.

La relance de l'économie et l'attraction des investisseurs étrangers au Liban après une longue absence, ont été au cœur de la stratégie de M. Hariri.

Le 20 octobre 2004, M. Hariri a présenté la démission de son gouvernement tout en s'excusant de ne pas présenter sa candidature à la présidence d'un nouveau gouvernement.

LE MARTYR

L'ancien Premier Ministre M. Rafic Hariri a été assassiné dans une explosion qui a visé son convoi sur une route côtière de Beyrouth et qui lui a coûté la vie, ainsi qu'à sept de ses compagnons et de passants. Des douzaines ont été blessés. M. Hariri venait de quitter le Parlement quand l'attaque a eu lieu.

La famille du défunt a publié une déclaration décrivant l'attaque comme un acte criminel et considérant M. Hariri comme le martyr de toute la nation (vous trouverez en annexe la déclaration de la famille Hariri).

Le Liban et le monde entier ont accompagné M. Hariri et ses sept compagnons à leur dernière demeure dans une gigantesque procession funèbre populaire et historique qui a traversé les rues de Beyrouth en direction de la mosquée Al-Amin au centre-ville. Une participation libanaise, arabe et internationale distinguée a caractérisé les obsèques, se frayant difficilement un passage parmi la foule massive, venue de toutes les régions libanaises, toutes confessions confondues, et arborant des drapeaux libanais et des photos du martyr et de ses compagnons. Au cours de la procession, les églises ont sonné le glas alors que les minarets diffusaient des versets coraniques.

Nombre de dirigeants arabes et internationaux ont participé aux obsèques et d'innombrables personnalités et dignitaires ont partagé le chagrin de la famille Hariri et du peuple libanais, rendant hommage au martyr M. Rafic Hariri. Le Président français M. Jacques Chirac et son épouse, de nombreux membres de la famille royale saoudienne et de la famille régnante koweïtienne ainsi que de multiples personnalités politiques sont venus présenter leurs condoléances.

La famille Hariri a également reçu les condoléances à la résidence du défunt à Majdelyoun (Sidon) puis à Riyad, en Arabie Saoudite, où le Prince Héritier Abdallah Ben Abdel Aziz était parmi les premiers visiteurs à présenter les condoléances, exprimant sa douleur et son chagrin quant à la perte d'un grand leader arabe et d'un ami. La communauté libanaise au Royaume a également présenté ses condoléances à la famille du regretté.

LES REALISATIONS INTERNATIONALES

LES AMIS DU LIBAN

En décembre 1996, la première conférence internationale, ayant pour seul but d'aider le Liban, s'est tenue au Département d'Etat américain à Washington, sous les auspices des Etats-Unis et sous la coprésidence du Premier Ministre Hariri. Les représentants des organisations internationales et institutions financières de plus de trente pays ont participé à la conférence. Nombre de pays participants se sont engagés à offrir une aide financière ou technique au Liban. Il était crucial pour le Liban de retourner à la scène financière et de continuer à glaner les fonds nécessaires à la poursuite des efforts de reconstruction et de développement. A cette fin, deux conférences importantes, PARIS I et PARIS II, se sont tenues en conséquence en vue de solliciter l'assistance de la communauté internationale pour aider le Liban à gérer sa dette publique.

PARIS I

Le 27 février 2001, M. Hariri a présidé la délégation libanaise à la seconde Conférence des « Amis du Liban », tenue sous l'égide du Président français M. Jacques Chirac au Palais de l'Elysée et connue sous le nom de Paris I. Etaient présents à la réunion, outre le Président Jacques Chirac et le Premier Ministre Rafic Hariri, le président de la Commission Européenne M. Romano Prodi, le président de la Banque Mondiale M. James Wolfensohn, le vice-Président de la Banque Européenne d'Investissement M. Francis Meyer, le ministre français des Finances M. Laurent Fabius, ainsi que de hauts responsables européens, français et libanais.

Les principales initiatives de réforme présentées : M. Hariri a présenté au cours de la conférence le programme économique de son gouvernement, basé sur trois piliers fondamentaux:

- Stimuler et moderniser l'économie ;
- Faire le suivi du processus de modernisation du système fiscal ;
- Assurer l'amélioration structurelle des finances publiques ;
- Sauvegarder la stabilité monétaire et financière ainsi que celle des prix.

Les conclusions de la conférences : Le programme de réforme du gouvernement libanais a réussi à gagner le soutien des participants à la conférence. En outre, la Banque Mondiale et la Banque Européenne d'Investissement ont consenti à octroyer au Liban un prêt de 500 millions d'Euros pour financer des projets de développement.

PARIS II

Le 23 novembre 2002, le Président français M. Jacques Chirac a accueilli, au Palais de l'Elysée, la réunion Paris II placée sous le thème "Au-delà de la Reconstruction et du Redressement, Vers un Développement Durable". De nombreux dirigeants de maints pays et d'institutions multilatérales diverses ont pris part à cette conférence.

Objectif de la conférence : Solliciter le soutien de la communauté internationale pour aider le Liban dans sa tâche visant à alléger le fardeau de la dette publique et à inverser les déséquilibres macroéconomiques et fiscaux de l'économie libanaise. Cette aide consisterait à avancer un financement à long terme et à des taux d'intérêt visiblement inférieurs aux taux accordés auparavant au gouvernement sur les marchés locaux et internationaux.

La tenue de cette conférence a représenté un signe positif sans précédent du soutien économique et politique accordé au Liban. Elle a reflété le consensus de la communauté internationale sur l'engagement du gouvernement vis-à-vis du programme financier et économique du Liban.

Les principales initiatives de réforme présentées :

- La réforme structurelle des diverses administrations et institutions ;
- La promotion de la productivité du secteur public et l'amélioration de la concurrence ;
- La stimulation de la croissance économique et l'amélioration du climat d'investissement.

